

pas à trouver un enseignement chrétien dans les écoles d'un pays où le Christianisme est la doctrine religieuse la plus ancienne et la plus commune. La même diversité féconde existerait pour les lettres et les sciences. Il serait permis de préférer Victor Hugo à Jean-Baptiste Rousseau ; chaque siècle littéraire aurait son culte, et la science même serait affranchie de ces baillonnements qui ferment l'accès à toute voie nouvelle et à toute grande expérimentation. Il n'y aurait qu'une chose qui serait sacrifiée : la routine.

Nous n'avons pas la prétention de faire ici un plan d'instruction publique. Seulement, nous avons voulu montrer qu'il était possible de doter la France d'un système d'enseignement universel, populaire, fécond, tout en maintenant ces principes sacrés de liberté de la conscience et de droit des familles, que les hommes politiques de la droite réclament depuis si longtemps, et que, pour établir ces bases, il y avait plus à compter sur la gauche que sur les anciens conservateurs, toujours remplis de ces idées d'une domination étroite de l'Etat, sous le prétexte de surveillance, sur les choses de l'esprit, qui sont sous le prétexte de l'autorité politique.

C'est pourtant entre les hommes de droite et les anciens conservateurs que l'alliance s'est faite, et il en est résulté cette loi qu'on appelle transaction, transaction sans sincérité, et qui sacrifie tous les principes.

L'Université, d'après cette loi, devient comme une de ces places de guerre à garnison mixte, où personne n'est maître, où les deux corps ennemis qui l'occupent sont en observation l'un contre l'autre, sans cesse en défiance, et occupés à prévenir une trahison ou à méditer les moyens de chasser son adversaire.

L'Université est affaiblie et dégradée ; et pourtant, ce qu'elle perd, ce n'est pas son adversaire qui l'a gagné ; c'est comme deux combattants qui consentiraient à se lier les bras l'un en face de l'autre, chacun voulant se mettre hors d'état d'attaquer, à condition que son ennemi sera dans l'impossibilité de l'attaquer lui-même.

Aucun des abus véritables n'est réformé ; au contraire, ils sont renforcés. Ce n'est que la puissance pour le bien qui est affaiblie. Pourquoi cela ? C'est que le parti qui se disait opposé au monopole, et qui accusait l'Université de monopole, a conçu l'espoir de se faire un instrument de l'Université elle-même. Or, on cherche à tuer l'ennemi qu'on a devant soi sur le champ de bataille ; mais, quand on a dompté cet ennemi et qu'on en a fait un esclave soumis, on ne veut